

Nouvelle constitution : chance ou piège ?

lundi 17 septembre 2007, par [Haluk Sahin](#), [Marillac](#)

Nous voilà au seuil d'un important débat sur les questions constitutionnelles en Turquie. Et la façon que nous aurons de mener les débats revêt une importance capitale.

Allons-nous tenter, sans lassitude aucune, de convaincre nos contradicteurs en leur expliquant le plus clairement du monde nos objectifs ou bien nous boucher les oreilles et nous reposer sur quelques préjugés bien établis en traitant les autres de traîtres ou de vendus ?

Nous avons d'ores et déjà affaire à deux principales attitudes : ceux qui voient en ce projet de nouvelle constitution une chance et ceux qui y voient plutôt un piège.

Les cercles libéraux proches du pouvoir de l'AKP en particulier considèrent ce processus de rédaction d'une nouvelle constitution comme une chance de créer une Turquie plus démocratique. Et selon eux, on ne doit pas gâcher une telle occasion.

Pour ce qui est des cercles conservateurs et nationalistes, en particulier ceux qui gravitent autour du CHP (Parti Républicain du Peuple, gauche nationaliste), l'objectif de ces manœuvres est de porter atteinte aux principes de la révolution d'Atatürk de manière à créer les conditions favorables à l'avènement d'un Etat « musulman modéré. C'est-à-dire un piège.

Pour les premiers, le processus se déroulera de la façon la plus démocratique et transparente possible pour s'achever sur le consensus national le plus large.

Pour les seconds en revanche, la prétention démocratique n'est que poudre aux yeux et l'AKP, tout comme dans sa gestion de la question présidentielle, prônera le consensus tout en n'en faisant qu'à sa tête.

Pour ma part, je pense que ce serait tout à fait incohérent de m'opposer à la rédaction d'une nouvelle et « civile » constitution après avoir passé ces 25 dernières années à critiquer les lois fondamentales issues du coup d'Etat de 1980. Et fondamentalement, la Turquie a besoin d'un nouveau texte constitutionnel, moderne et libéral.

La laïcité comme principe central

Allons-nous vraiment défendre la constitution du Général Evren (chef de la junte de 1980), juste parce que c'est l'AKP qui initie le mouvement ?

L'important est plutôt de savoir comment nous allons utiliser cette opportunité. Chacun doit s'efforcer de faire en sorte que soit rédigé le texte le plus conforme aux attentes et besoins du pays.

Il ne faut pas regarder au seul contenu – plus exactement à celui de quelques articles capitaux – mais aussi au processus et à sa forme. Dans le cas contraire, avant même ses ratification et entrée en vigueur, c'en serait la légitimité dont nous discuterions.

Et comme le nouveau gouvernement vient de rappeler son attachement aux idéaux portés par l'UE, alors les paramètres d'un tel texte sont on ne peut plus clairs.

Nous pouvons les considérer comme ce que nous appelons les critères d'un « *niveau de civilisation moderne* » (l'objectif politique d'Atatürk, ndlr).

Quant à moi, je juge significative l'absence du terme « social » parmi cette liste. Et je suis d'avis que les partis de gauche, plutôt que de s'opposer systématiquement, se pose la question de savoir comment il serait possible de pallier cette lacune et de proposer des alternatives aux propositions de la commission.

Il est certain que la laïcité est plus importante que tout le reste. Et si la Turquie parvenait jamais à se doter d'une telle constitution dans la région qui est la sienne, il faudrait noter qu'elle le doit plus que

jamais à une expérience laïque vieille de 80 ans.